

Document

Maroc-Algérie: des armées budgétivores

(slateafrique.com)

09.08.11

La course frénétique à l'armement qui oppose Rabat à Alger sur fond de conflit saharien fait exploser leur budget défense.

Début août, le Maroc reçoit ses premiers avions de combat F-16. Les Forces armées royales avait passé commande de 24 de ces chasseurs en 2007 au constructeur américain Lockheed Martin, après que l'option d'achat d'avions français Rafale a été définitivement écartée. Ce marché, qui porte sur un montant total de 1,67 milliard d'euros, est le principal d'une série qui marque le volontarisme du royaume à moderniser son arsenal militaire et aussi et surtout à bomber le torse face au «frère ennemi» algérien, avec qui les relations sont toujours aussi tendues.

15% du budget marocain consacré à la Défense...

D'après Forecast International, le Maroc est parmi les pays africains qui consacrent le plus d'effort budgétaire à leur armement.

Depuis son accession au trône en 1999, le roi Mohammed VI a ouvert les robinets pour l'armée: son budget a été doublé par les dernières lois de finances, notamment depuis 2008. Il y a encore cinq ans, ce budget ne dépassait guère les 836 millions d'euros. WikiLeaks révélait à ce propos un rapport confidentiel daté de 2008 rédigé par Thomas Riley, l'ex-ambassadeur américain à Rabat qui s'inquiétait de l'état de vétusté de l'armée chérifienne.

Aujourd'hui, le royaume consacre chaque année une enveloppe de près de 2,8 milliards d'euros à son armée, soit environ 15% du budget de l'Etat. Pourtant, sous la coupole de l'Hémicycle les élus procèdent à un vote rapide et à l'unanimité pour ce poste budgétaire dont les contours effectifs relèvent du secret défense.

... soit le double de celui de la Santé

Pour le dernier budget, cette enveloppe avoisine les 32 milliards de dirhams, soit 3 milliards d'euros, dont 950 millions pour la seule acquisition de matériel. Comme en 2010, le seul fonds d'acquisition et de maintenance de l'arsenal militaire chérifien est crédité cette année de la coquette somme de 10,2 milliards de dirhams (835 millions d'euros), soit à près deux fois le budget de fonctionnement de la santé publique et plus de 8 fois celui de ses investissements.

Les besoins militaires du Maroc absorbent 5% de son PIB, ce qui lui vaut de figurer au top 20 des pays les plus dépensiers pour leurs armées. Aussi, si l'on tient compte de la croissance du PIB, le Maroc dépense plus de 7 millions d'euros par jour pour sa défense.

Depuis 2004, les dépenses militaires ne cessent d'augmenter. La course à l'armement imposée par des raisons d'équilibre géostratégique maghrébin avec Alger pousse à toujours plus de décaissements.

Un chapelet de grosses commandes d'armement a été passé ces dernières années, dont les plus importantes sont: deux escadrilles de F-16 précitées en plus de la modernisation de 27 Mirage F-1 français pour 400 millions d'euros, une frégate française Fremm pour 470 millions d'euros, trois hélicoptères américains CH-47D pour 93,4 millions d'euros, quatre avions de transport tactique C-27J Spartan à l'Italie pour 130 millions d'euros et 1.200 blindés espagnols pour 200 millions d'euros.

Sans le conflit du Sahara, et le nécessaire équilibre régional avec l'Algérie —mais aussi avec certains pays d'Europe du Sud, avec qui Rabat entretient des liens de coopération militaire au sein de l'Alliance Atlantique— le Maroc aurait été dans la moyenne du classement mondial des dépenses en armement. Il sortirait annuellement pour ses forces armées moins de 2% de son PIB et économiserait ainsi près d'1,4 milliard d'euros par an pour satisfaire ses besoins cruciaux en matière sociale.

L'Algérie, second importateur d'armes du continent

Si le Maroc s'arme, l'Algérie aussi. Les données du dernier rapport 2010 de l'Institut international de recherche pour la paix (Sipri), basé à Stockholm, en Suède, mettent en évidence cette course effrénée à l'armement à laquelle se livrent les deux pays voisins. Cet institut d'études stratégiques, qui fournit les statistiques annuelles sur les dépenses militaires et le marché de l'armement dans le monde, classe l'Algérie au second rang des pays africains en terme d'effort d'armement, juste derrière l'Afrique du Sud. Elle consacre en moyenne 3% de son PIB par an aux dépenses militaires, ce qui représente environ 4,5 milliards d'euros pour 2011.

Dans le même classement, le Maroc se trouve à la 5e place, avec un rapport plus important de ponction sur le PIB, plaçant le royaume en pôle position des pays à économie comparable qui consacrent le plus de richesses à leur défense.

+10% par an pour le budget militaire algérien

Selon des estimations publiées par la CIA sur son World Factbook, c'est le Maroc qui consacre en termes relatifs le plus d'argent à l'armement. Il se place en 17e position du classement mondial, suivi par la Libye (4% du PIB), l'Algérie (3% du PIB) et la Tunisie (1,5% du PIB).

Les dépenses militaires algériennes et marocaines connaissent ainsi chaque année une forte progression. Le conflit du Sahara occidental est à l'origine de cette rivalité, le Maroc considérant officiellement l'Algérie comme partie prenante de ce contentieux territorial vieux de trois décennies. Le budget consacré par les deux pays à la défense illustre on ne peut plus clairement cette frénétique course.

La conclusion par l'Algérie d'un contrat d'acquisition d'une soixantaine d'avions de combat avec la Russie en 2006 avait immédiatement suscité une réaction de Rabat, qui s'est empressé de moderniser sa flottille de Mirage F-1 vétustes et de conclure le mirifique contrat des F-16 avec Lockheed Martin —et avec la bénédiction de Washington.

Le budget militaire algérien s'accroît d'environ 10% par an. Des sommes colossales sont ainsi allouées par ces deux pays dont le secteur militaire occupe la première place en terme de budgétisation.

Certes, la tendance est mondiale: les dépenses militaires ont en effet augmenté de 45% en dix ans. Mais *«la compétition engagée entre l'Algérie et le Maroc en termes d'acquisition d'équipements militaires fait couler beaucoup d'encre et inquiète aussi bien les Américains que les autres pays du bassin méditerranéen»*, rappelle un rapport d'analyse des Nations unies cité par le Sipri.

Les Etats-Unis et l'Union européenne ont exprimé ouvertement leur inquiétude quant à la tendance haussière des dépenses de ces deux pays —qui font pourtant le bonheur des marchands d'armes américains, européens, russes mais aussi ceux des pays émergents comme le Brésil.

Même l'assurance donnée par l'Algérie que ses dernières commandes entraient dans le cadre d'un plan de modernisation des équipements de son armée —qui date de l'époque de l'Union soviétique— et de son effort pour combattre al-Qaïda au Maghreb islamique n'a pas atténué les craintes des Occidentaux, soucieux surtout de la sécurité de leur allié traditionnel dans la région, à savoir le Maroc. Les Etats-Unis considèrent ce plan de modernisation de l'armée algérienne comme *«un plan dissuasif»* face à la montée en puissance de son voisin de l'Ouest. En réalité, la dissuasion est symétrique.

Des marchés boostés par les révolutions arabes

Des sources diplomatiques citées par la presse algérienne affirment que la Maison-Blanche porte un intérêt particulier à cette question. Washington a d'ailleurs interpellé l'Algérie sur le mobile de son acquisition massive de centaines de chars d'assaut, d'une vingtaine d'avions de combat sophistiqués, de sous-marins, de dispositifs de défense aérienne de fabrication russe et de frégates maritimes ultramodernes de marque française. Alger avait une fois encore répondu qu'il s'agissait *«de moderniser l'armée nationale algérienne et de remplacer l'arsenal soviétique par un autre plus développé»*.

Le débat autour de l'armement entre l'Algérie et le Maroc n'est pas nouveau. Certains experts avancent que le fait que les Etats-Unis et l'Europe s'emparent de ce dossier ne constitue qu'un moyen de pression pour obtenir des marchés d'armement auprès d'une Algérie gavée par ses revenus pétroliers. D'autant qu'Alger importe principalement de la Russie, et, depuis peu, d'Europe, de Chine, d'Afrique du Sud et de certains pays sud-américains, dont le Brésil.

D'autres préoccupations sont à l'ordre du jour depuis le déclenchement des révolutions arabes. Les régimes de la région s'équipent aussi massivement pour contrer les soulèvements internes. Une réalité bien palpable aujourd'hui en Libye et en Syrie.